



3 minutes de lecture

Bernard Wuthrich

Publié jeudi 17 décembre
2015 à 10:10, modifié jeudi
17 décembre 2015 à 10:36.

LANGUES NATIONALES

Alain Berset n'exclut plus de réviser la loi sur les langues.
(Keystone)

Alain Berset s'inquiète du recul de l'enseignement du français

Le conseiller fédéral a été interpellé ce matin aux Etats: Glaris et Thurgovie ont pris des décisions qui, de l'avis des Romands, mettent en péril la cohésion nationale.

Alain Berset hausse le ton: la décision prise par le canton de Glaris à propos de l'enseignement des langues «n'est pas conforme à la loi actuelle sur les langues».

Concrètement, Glaris a décidé le 10 novembre de ne plus rendre l'apprentissage du français obligatoire pour tous les élèves du secondaire. «Cela signifie qu'environ 30% des élèves du secondaire pourront suivre les cours de couture ou de travaux manuels à la place du français, a souligné le conseiller fédéral dans le cadre de la discussion d'une interpellation du conseiller aux Etats Christian Levrat.

C'est visiblement la goutte d'eau qui fait déborder le vase. En termes diplomatiques, Alain Berset rappelle que «les cantons connaissent la limite à partir de laquelle les exigences de la Constitution en matière d'enseignement des langues ne sont plus remplies. Pour le Conseil fédéral, il est essentiel qu'une deuxième langue nationale soit enseignée obligatoirement dès l'école primaire. Voilà la ligne à respecter», explique-t-il.

Révision de la loi?

Il en a parlé cette semaine avec le président de la

Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), le conseiller national bâlois Christoph Eymann. «Nous allons prochainement préconsulter la CDIP pour réviser la loi sur les langues. Ce sera fait durant les premiers mois de l'année prochaine», annonce-t-il.

L'interpellation de Christian Levrat est motivée par le fait que plusieurs cantons semblent s'éloigner progressivement des engagements qu'ils ont pris en octobre 2014. Ils avaient à cette occasion confirmé leur volonté de garantir l'enseignement d'une seconde langue nationale à l'échelon primaire. Seul un canton avait exprimé une voix contraire.

Or, depuis lors, il s'est passé pas mal de choses outre-Sarine. En Thurgovie, rappelle Christian Levrat, le Grand Conseil a transmis une motion demandant la suppression de l'apprentissage du français en primaire. Le Conseil d'Etat va mettre un projet en consultation et une décision sera prise pour l'année scolaire 2017-2018.

Lire: Le cri du PS pour défendre l'enseignement du français (05.08.2014)

Les deux représentants de ce canton ont défendu la décision de leur parlement. Rappelant que la Constitution attribue la compétence des programmes scolaires au canton, la démocrate-chrétienne Brigitte Häberli-Koller argumente que ce sont des «éléments pédagogiques» qui sont à l'origine de ces réflexions. «Thurgovie accorde une grande importance aux langues nationales. Mais les connaissances de français seront de meilleure qualité si on l'enseigne de manière plus intensive au niveau secondaire», affirme-t-elle de concert avec son collègue UDC Roland Eberle.

Initiatives populaires en cours

Le radical glaronais Peter Hefti assure pour sa part que le Conseil d'Etat de son canton n'a pas l'intention de «dévaloriser le français». Mais d'autres initiatives visant à retarder l'apprentissage du français sont en cours dans les cantons d'Argovie, de Saint-Gall, de Zurich, des Grisons, de Bâle-Campagne, de Lucerne. «Nous constatons que certains cantons ne font pas ce qu'ils ont dit. Cela doit nous préoccuper car le respect des engagements pris est quelque chose de très important»,

argumente Alain Berset.

Lire: «Avec l'enseignement actuel des langues, on va dans le mur» (26.08.2014)

Depuis 2014, la situation a visiblement évolué outre-Sarine. Jusqu'à maintenant, le parlement fédéral n'a pas voulu s'en mêler. Il n'a pas donné suite à des initiatives parlementaires plus interventionnistes, croyant, comme Alain Berset, «à la vertu du dialogue confédéral». Mais c'est en train de changer. «Je vois les communautés linguistiques s'éloigner l'une de l'autre depuis vingt ans. Or, l'anglais n'est pas la langue de communication que nous souhaitons entendre quand les Suisses se parlent entre eux», s'inquiète Christian Levrat, qui rappelle que c'est un élément clé de la cohésion nationale.

PUBLICITÉ

À propos de l'auteur

Bernard Wuthrich
@bdwuthrich

Journaliste politique. Domaines d'intérêt: transports, énergie, finances, fiscalité, ...

Articles de la rubrique
